

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21892 - 81ÈME ANNÉE

Face à la crise post-électorale sans fin à Paris

L'urgence de la responsabilité des Réunionnais

Plus d'un an après des élections législatives anticipées ayant laissé la France sans majorité claire, la paralysie politique à Paris plonge La Réunion dans une situation critique. L'incapacité des partis à former un gouvernement d'union nationale faisant barrage à l'extrême droite, comme ce fut le cas après-guerre, a des répercussions directes et douloureuses sur la vie des Réunionnais, exposant au grand jour les limites d'un système encore trop centralisé. Face à ce constat d'impuissance, la nécessité d'une nouvelle gouvernance pour La Réunion s'impose avec une acuité renforcée. La crise actuelle souligne l'extrême urgence de construire un plan réunionnais de développement, conçu par et pour les Réunionnais. Cela permettrait à notre pays de ne plus subir les conséquences des errements des partis en France et de prendre en main les défis qui sont les siens

En France, la crise post-électorale suite à la défaite de la mouvance présidentielle et de l'extrême droite aux législatives anticipées dure depuis plus d'un an. Ce pays n'a plus de gouvernement ni de budget. Les partis français n'ont pas été capables de s'entendre sur un gouvernement d'union nationale faisant barrage au parti d'extrême droite raciste et négationniste (RN). Ce qui fut possible au lendemain de la victoire sur le nazisme et ses alliés français qui fondèrent ensuite le FN, précurseur du RN n'a pas été de nouveau réalisé, en raison du sectarisme partisan.

Les conséquences pour La Réunion : l'impuissance face aux urgences

Cette paralysie du pouvoir central a des effets dévastateurs dans notre pays. Dans un système où d'importantes décisions, notamment budgétaires et d'investissement, dépendent de Paris en raison d'une décentralisation insuffisante, La Réunion se retrouve en état d'immobilisme. Les dossiers cruciaux pour le quotidien des habitants sont bloqués.

Les graves pénuries d'emplois et de logements, la vie chère endémique et le développement des infrastructures restent sans réponse concrète. Les décisions nécessaires pour y faire

face ne se prennent tout simplement pas. Ce blocage est perçu comme la manifestation ultime d'un système néocolonial, où l'avenir de l'île est suspendu aux querelles politiques françaises, sans égard pour les urgences locales.

L'urgence de la responsabilité : vers un plan réunionnais

Face à ce constat d'impuissance, la nécessité d'une nouvelle gouvernance pour La Réunion s'impose avec une acuité renforcée. La crise actuelle souligne l'extrême urgence de construire un plan réunionnais de développement, conçu par et pour les Réunionnais. Dans ce nouveau système, les Réunionnais, forts de leur légitimité et de leur connaissance du terrain, deviendraient les seules responsables de la mise en œuvre de ce projet de société. Le rôle de Paris se limiterait alors à un accompagnement financier et institutionnel, respectueux des choix stratégiques opérés ici. Cette évolution est une prise de responsabilité nécessaire pour sortir de la dépendance et de l'immobilisme.

C'est la condition pour que La Réunion puisse enfin bâtir son avenir sur des bases saines et stables, à l'abri des tempêtes politiques parisiennes. Cela permettrait à notre pays de ne plus subir les conséquences des errements des partis en France et de prendre en main les défis qui sont les siens. Le temps n'est plus à l'attente, mais à l'action et à la responsabilité.

M.M.

Cyberattaque pilotée de l'étranger pour déstabiliser Madagascar : la bataille pour l'accès aux terres rares

Face à la montée des cyberattaques et des campagnes de désinformation, le contrôle des plateformes numériques est devenu une question de souveraineté nationale, comme le révèle une analyse de la situation à Madagascar.

« La République de Madagascar fait actuellement face à une cyberattaque massive associée à une campagne de manipulation numérique ciblée, d'une ampleur sans précédent, visant à déstabiliser les institutions républicaines, à semer des troubles à l'ordre public, et à porter atteinte à la souveraineté nationale », indique un communiqué de la ministre des Affaires étrangères adressé ce 3 octobre à la communauté internationale. Dans quel contexte intervient cette cyberattaque à l'origine de l'utilisation politique des manifestations pour l'accès à l'eau et à l'électricité ?

La classe qui a mis Trump au pouvoir a besoin des terres rares malgaches

L'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) a été officiellement dissoute après 40 ans de présence dans le pays. Ce retrait a mis un terme brutal à des programmes essentiels de santé, d'éducation, de développement agricole et de protection de la biodiversité dans des régions comme le Menabe, laissant des communautés entières sans soutien. Le blocage budgétaire a suspendu l'AGOA, dont dépendent des milliers d'emplois des industries d'exportation. Cela amène naturellement le pays à chercher des partenaires autres que les USA, or, la classe qui a mis Trump au pouvoir a besoin des minerais stratégiques pour continuer à s'enrichir. Elle n'a pas intérêt à être privée des terres rares malgaches.

Facebook : vecteur de déstabilisation en puissance

Monopole de l'information :

Facebook est devenu l'application la plus utilisée dans le pays pour échanger des messages, faire du commerce et s'informer. Son accessibilité est renforcée par des offres de données gratuites, comme celle de l'opérateur Orange. Il suffit d'avoir une puce 4 g dans le téléphone. En conséquence, tous les propriétaires de smartphone ont un compte Facebook.

Terrain fertile pour la désinformation :

Des recherches académiques montrent que les plateformes comme Facebook exercent un pouvoir pour « conduire les conduites » de leurs utilisateurs. Leurs algorithmes sont conçus pour maximiser l'engagement en favorisant les contenus qui provoquent de fortes émotions, comme l'indignation, offrant une audience massive aux publications complotistes ou aux fausses nouvelles. La décision de la plateforme de mettre fin à certains programmes de modération au nom de la liberté d'expression ouvre grand la porte à des campagnes de désinformation orchestrées.

L'exemple malgache démontre pourquoi les nations ne peuvent plus rester passives.

cyberattaque informationnelle

Il est devenu possible, pour une puissance étrangère disposant de moyens suffisants, de lancer une attaque non pas pour pirater des données, mais pour semer le chaos social et politique via la plateforme d'information la plus populaire. L'objectif est d'affaiblir le pays pour mieux contrôler ses ressources stratégiques.

La situation à Madagascar agit comme un signal d'alarme. La dépendance à une plateforme numérique étrangère crée une vulnérabilité systémique. Pour protéger leur intégrité et leurs ressources, les États doivent impérativement développer des cadres réglementaires stricts et des capacités numériques souveraines. Le contrôle des plateformes n'est plus une question de régulation économique, mais une condition essentielle de la sécurité nationale.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
81e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

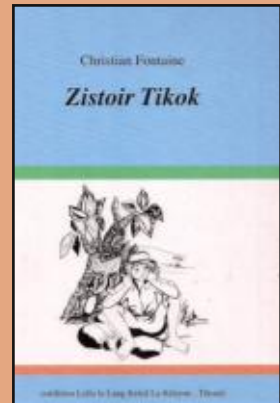
SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

Zistwar Tikok

Zistwar Tikok, par Christian Fontaine... zistwar an kréol dann Témoignages



Livré-d'fami

Madanm Biganbé té i agèt dann kel degré son livré té fine arivé, li té i pran pitié. Na-d'dégré li té i sanz son palto, té i frot son do sanm la kol la rourout, té i mèt koplaz dési son bann boubou... kosa li té i pé fé ? Bord ali in koté ? Anvoy ali lospis parèy son vié kamarad ? Pa moyin ! Livré-la – nou fine di azot tro-zour – i rann ali si-tan servis.

« Epi tout manir ! Madanm Biganbé i di dann son kèr (la li koz ek son livré li la, in!), tout manir, ou i port rienk lo non zanfan, mésoman zot poi minm, ou i koné pa sa ou ! Fanfan, Térèz, Maryot, Arsinn, Odil, Férié, Zilienn, Zan-Lik, Tikok, Mariz, Zandark, Zoni... Ou i rann aou kont ? I fé douz ! Douz zanfan – dé lé mor – moin lé about ansanm dopi laz vint-é-innan ! ; talèr 17 an, moin lé o-four o-moulin. Anfin ! Mi ropros pa. Bondyé la doné ! »

Tikok té i antan son monmon apo di sa sak foi in zanfan té i éné. Saminm lavé asé po kontant Tikok. Li té i mazine li té i sort dirèk dan la min Bondyé, té fine mark son non dann in gran liv anlèr, épi la komine, parèy po Zan-Lik –Mariz èk Zoni – la arkopié son non dann livré-d'fami. 2

Soman na in nafèr té i trakas Tikok, po-fèr Bondyé pli souvandéfoi i donn bon-pé zanfan sak nana ti larzan, épi in ti-pé zanfan sak nana gro-gro larzan. In zour po fini, Tikok sé domann in kou son monmon. Si-l'kou Madanm Biganbé té i atann pa, té sézi, aprésa la arpran favèr la réponn, la di :

« Alé domann sa Dobré ! Daoir li koné bien sa, li. Li di aou, isi Larényon, i fo tienbo in kou, (pars lé oblizé dévid in pé dann lémigration) inn soz laba an Frans li di aou : alé pik dopin marmay, la Frans i mank la min.

Madanm Biganbé té i koz an parabol, séfé Tikok té in pé mayé dann la kol soman li té i komans konprann koman in-pé domoun i pé fé pas azot po komandèr Bondyé !

Christian Fontaine

Oté

Antanssyon pa la guèr mondyal i ropète ankòr in kou !

Mézami dann zoinal yèr mwin la lanss in apèl demoune La Rényon pou dir azot alon fèr atanssion pars ni vé ni vé pa la militarizassion loséan indien lé riskab momandoné fèr anou pli d'mal ké ni kroi.

Pou kossa mi di sa ?

Lé vré fitintan l'avé koté Sin-Pol in tour Oméga é sa lété kouplé avèk in n'ot tour banna l'avé drèss sa dann lérop di nor é nou la pa gingn in bombardman pou sa. Mé dann tan-la l'avé sak téi apèl lékilib dann la térer... Bann gran péi sipèr armé l'avé shakinn son fors dissyazion é la lojik lété si néna in fors dissyazion sé pou fé pèr lo ladvèrsèr é pa pou fé la guèr. Donk bann gran péi téi ranfors zot l'armé mé téi i fé pa la guèr diréktoman.

Sé pou sa la plipar d'péi téi aplik lo prinssip : « Si wi vé la pé, prépar la guèr » é rantr zot banna téi fé pa la guèr diréktoman. Mé zordi néna kékshoz la shanjé. Sé konmsi bann gran péi la pi pèr fé la guèr rantré zot é zot i prépar azot an douss pou déklansh la guèr avèk bann moyin diféranssyé mé kapab pou sém la térer zénéralisé..

Nout intéré anou bann pèp sé ké partou néna in politik de pé. Nou dann loséan indien ni di ni vé in zone dé pé. Mi panss partou bann pèp i vé la pé pars sa i sava dann sanss zot lintéré.. Ok ! Mé la pa lintéré bann kapitalist pars pou zot la guèr sa i raporte larzan é larzan sé lo nèr d'la guèr ; Ok ! mé la pa non pli lintéré in bonpé gouvèrnman pars banna i suiv lintéré bann kapitaliss é zot ossi zot i vé la guèr.

Kan lété blok kont blok inn téi fé pèr l'ote, inn téi blok l'ote mé zordi lé pi parèye ditou. Dessèrtin néna lo moyin pou fé disparète lé zot dsi la sirfass la tèr é sa i doizète in gran soussi pou bann pèp dsi la tèr. Sé pou sa i fo bann partizan la pé lé an évèye partou pangar in nouvo guèr mondyal i pète.

A bon antandèr salu !

Justin